

Moins pêcher pour mieux pêcher

Le poisson est la principale source de protéines pour un milliard d'humains à travers le monde. Les océans sont sur-exploités, et les réserves de poissons – autrefois considérées comme inépuisables – sont en déclin.

Sur mer, l'être humain « moderne » continue à se comporter en chasseur-cueilleur. Mais il se soucie bien moins de préserver les futurs stocks des espèces qu'il chasse que ne le font les chasseurs, pourtant réputés « primitifs », dans les forêts et les déserts du monde.

Les mers et les océans sont parcourus par une flotte de navires de pêche deux fois et demie plus nombreuse qu'elle ne devrait l'être si nous voulions pêcher sans décimer les réserves de poissons. Et pour qu'ils puissent continuer à exercer leur métier, les pêcheurs sont subventionnés par les gouvernements à hauteur de 15 milliards de dollars par an, ce qui représente jusqu'à un quart de la valeur totale des prises.

Rien de surprenant donc à ce que 75 % des pêches du monde soient en crise : elles sont déjà surexploitées ou en passe de le devenir. Seuls 4 % des zones de pêche sont sous exploités. Et dès qu'une zone est décimée, les flottilles passent à la suivante, la décimant elle aussi.

Par conséquent, malgré l'importance de la flotte, les subventions et les efforts des pêcheurs, les quantités de poissons pêchées – qui avaient atteint un pic au début du nouveau millénaire – sont en baisse. Avec l'augmentation de la démographie, les prises par personne – soit 14 kilos – sont à leur niveau le plus bas depuis quarante ans.

Les prises d'espèces aussi appréciées que la morue, le flet et le merlu ont diminué de moitié bien que les moyens employés pour les pêcher aient triplé. Depuis cinquante ans, le nombre de grands prédateurs des océans – comme le thon ou le requin – a accusé une baisse de 90 %. Et le poids moyen du requin bleu est en chute libre, puisqu'il est passé de 52 à 22 kilos.

Pourtant, ce secteur connaît un terrible gaspillage. Chaque année, les flottes de pêche du monde rejettent quelque 20 millions de tonnes de poissons et de coquillages considérés comme « sous-produit » indésirable. Un poisson sur douze environ est rejeté à la mer, mort ou vif, parce que sa vente ne serait pas suffisamment rentable ou parce que les pêcheurs viennent de dépasser le quota autorisé.

La pêche cause également la mort de nombreuses autres espèces. Chaque année, quelque 300 000 petits dauphins, baleines et marsouins se trouvent piégés dans des filets et plus de 250 000 tortues luths et caouannes menacées sont victimes des palangres utilisées pour pêcher le thon et l'espadon. Et c'est aussi à cause des palangres que 19 espèces d'albatros sont aujourd'hui en voie d'extinction.

Heureusement, certaines initiatives ont enfin été prises pour améliorer la situation. Un organisme indépendant, le Conseil de bonne gestion marine (MSC), décerne un label de qualité aux pêches durables. Cela permet au consommateur d'acheter son poisson en faisant des choix éthiques. Le MSC a déjà certifié la gestion durable d'une douzaine de pêches et accordé son label à 263 produits dans 24 pays. Et les pays sont de plus en plus intéressés par la création de zones protégées où la pêche est totalement interdite, afin de permettre aux réserves de poissons de se reconstituer.

V. Viyatvicha/PNUE/Topham



A. Pais/NOAA



W.B. Folsom/NMFS/NOAA

S.B. Lacayo/PNUE/Topham



J. Canete/PNUE/Topham



A. Heimann/PNUE/Topham



H.S. Hystek/PNUE/Topham

A. Drake/PNUE/Topham

Protection des mers : tout à gagner

Les océans et les mers dominent notre planète bleue mais ils sont loin de bénéficier de la même protection que les terres. Alors qu'ils couvrent 72 % de la superficie de la Terre, les zones maritimes protégées ne représentent que 1 %, chiffre bien peu élevé comparé aux 12,5 % de sites protégés sur la terre ferme, dont la superficie est relativement modeste par comparaison. Et les deux cinquièmes de ce petit pour-cent sont situés dans deux immenses espaces, le parc marin de la Grande barrière de corail et la Réserve du récif corallien des îles du nord-ouest d'Hawaï.

En grande majorité, les 4 000 zones marines protégées (ZMP) sont situées à proximité des côtes et donc relativement faciles à surveiller. Les pays sont également à même de gérer leur propre espace économique exclusif qui s'étend sur 200 miles marins. Pourtant, près des deux tiers des océans sont situés au-delà de ces zones, sans protection et sans gestion.

La protection des mers est nécessaire pour favoriser la biodiversité – et notamment les écosystèmes cruciaux comme les récifs coralliens et les espèces menacées comme les tortues ou les phoques moines – et pour maintenir la productivité des océans. Lorsqu'elles sont correctement gérées, les zones protégées ou les zones de non prélèvement sont très efficaces. Prenons l'exemple de certaines parties du banc George, au large de la côte est des Etats-Unis : dans cette zone, la pêche avait été interdite après que les réserves de poisson eurent été décimées par la surpêche. Il n'a fallu que cinq années pour reconstituer les stocks, et les poissons ont même commencé à proliférer dans les zones voisines, augmentant considérablement les prises.

L'Afrique du Sud vient de créer quatre nouvelles ZMP pour protéger un récif corallien, des espèces de requins, une migration annuelle de millions de sardines le long de ses côtes et des oiseaux de mer menacés. Et l'année dernière, l'Irlande a annoncé la mise en place de ZMP et de restrictions concernant la pêche afin de protéger ses coraux d'eaux froides – qui abritent 1 300 espèces d'invertébrés et de poissons au large de sa côte ouest.

Malheureusement, certaines ZMP n'existent que sur le papier, et la réglementation n'est pas facile à faire respecter. La surveillance accrue effectuée par les gardes, les patrouilles en mer et dans les airs et les communautés locales – sans oublier les systèmes de suivi par satellite – devrait améliorer la situation. Mais il est également indispensable de renforcer les mécanismes de protection internationale.

Millan/PNUE/Topham

